



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HTE GARONNE
COMMUNE DE LABEGE

N°: 282 A - 2023

Nomenclature : 9.1

Publication numérique le : 20/10/2023

**ARRETE MUNICIPAL
AUTORISATION MISE EN SERVICES 2
GRUES CHANTIER AIRE PREFA LCA
RUE BUISSONNIERE**

Le maire de la commune de LABEGE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2212-1, L2212-2- L2213-4, L2213-6, et L2122-28,
- Vu le Code du Travail, notamment le chapitre III du Titre III du Livre II - parties législative et réglementaire et l'arrêté du 9 juin 1993,
- Vu le Code Pénal, article R 610-5,
- Vu l'ordonnance n°59/115 du 7 janvier 1959, relative à la voirie des Collectivités Locales, ainsi que le décret n°64/262 du 14 mars 1964, pris en application de l'article 7 de l'ordonnance susvisée,
- Vu le Décret n°47.1592 du 23 août 1947, relatif aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge,
- Vu le Décret n°65-48 du 8 janvier 1965 et notamment son titre II relatif aux appareils de levage,
- Vu les décrets 92-766 et 92-767 définissant les procédures de vérification de conformité des équipements de travail,
- Vu l'Instruction Technique du 9 juillet 1987, du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi et la note technique du Ministère du Travail du 6 mars 1991, relatives aux risques engendrés par le recoupement des zones d'actions des grues à tour ou le survol des zones sensibles ou interdites,
- Considérant l'Instruction Technique du 9 juillet 1987 (Affaires Sociales et de l'Emploi) relative aux mesures particulières de sécurité dans le cas d'installation de grues à tour dont les zones d'action interfèrent,
- Considérant la recommandation du 18 novembre 1987 relative à la prévention des risques engendrés par le recoupement des zones d'action des grues à tour ou le survol de zones sensibles, (adoptée par le Comité Technique National des Industries du B.T.P.),

- Vu les rapports de vérification (M1 / M2 / M3) de l'entreprise de contrôle **DEKRA**
M1 : G1-G2 le 31.07.23
M2 et M2c : G1 les 03.07.23 et 07.09.23 – G2 les 31.07.23 et 07.09.23
M3 : G1 le 20.09.23 – G2 le 27.09.23,
- Vu la levée de réserve de l'entreprise MANITOWOC en date du 28.09.23 relative à la mission M3 - G2,
- Vu les documents fournis au SICOVAL,
- Vu la demande en date du 04.07.2023 de l'entreprise Bouygues Construction, représentée par Monsieur BEAUDOU Vincent, en vue d'être autorisée à mettre les 2 appareils en place et en service,

ARRETE

ARTICLE I Le demandeur est autorisé à compter de la date du présent arrêté à mettre en place et en service les 2 grues à tour installées sur le chantier situé : Aire Préfa LCA, rue Buissonnière 31670 LABEGE,

ARTICLE II La présente autorisation est rigoureusement personnelle et n'engage vis-à-vis des tiers que la responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE III La présente autorisation ne dispense nullement les bénéficiaires de solliciter auprès des autres administrations et services municipaux, les autorisations réglementaires.

ARTICLE IV La présente autorisation ne saurait dégager le bénéficiaire de la responsabilité qui lui incombe en vertu des dispositions de l'article 1384 du Code Civil en cas d'accident survenu par le fait de son appareil.

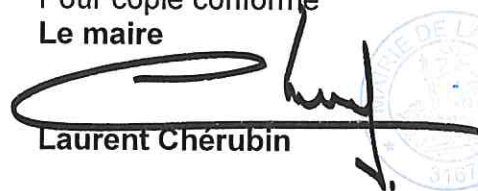
ARTICLE V **Prescriptions particulières : Avis Favorable sous réserve que les charges portées ne survolent, ni les voies ouvertes à la circulation publique, ni les parcelles et ni les immeubles voisins.**


ARTICLE VI Le présent arrêté devra être présenté aux agents dûment habilités, sur simple réquisition de leur part.

ARTICLE VII Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, au bénéficiaire, Entreprise GBMP Bâtiment, au service Voiries et Réseaux Communautaires du SICOVAL, ainsi qu'à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Orens.

ARTICLE VIII Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Orens, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Labège, le 31/10/2023
Pour copie conforme
Le maire


Laurent Chérubin



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE LABEGE (31)
Utilisateur : WEB DELIB APPLICATION

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **282A_2023**
Objet : **AUTORISATION MISE EN SERVICES 2 GRUES CHANTIER
AIRE PREFA LCA RUE BUISSONNIERE**
Type de transaction : Transmission d'actes
Date de la décision : 2023-10-09 00:00:00+02
Nature de l'acte : Actes réglementaires
Documents papiers complémentaires : NON
Classification matières/sous-matières : 9.1 - Autres domaines de competences des communes
Identifiant unique : 031-213102544-20231009-282A_2023-AR
URL d'archivage : Non définie
Notification : Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 031-213102544-20231009-282A_2023-AR-1-1_0.xml	text/xml	898 o
Document principal (Acte réglementaire) Nom original : D_5602.pdf Nom métier : 99_AR-031-213102544-20231009-282A_2023-AR-1-1_1.pdf	application/pdf	61.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 octobre 2023 à 11h11min08s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 octobre 2023 à 11h11min08s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 octobre 2023 à 11h11min09s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 octobre 2023 à 11h11min22s	Reçu par le MI le 2023-10-10

